
ERIC BOTHOREL

Député de la 5^e circonscription des Côtes d'Armor

COMMUNIQUÉ

Paris, le 2 juin 2026

Des solutions votées pour l'agriculture

Nous avons adopté aujourd'hui en première lecture le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles. Il va aller vers le Sénat où il sera amendé et reviendra à l'Assemblée.

Des avancées, des mesures concrètes, mais aussi des oppositions réitérées, des visions de l'agriculture qui ne cessent de s'invectiver, avec beaucoup de passion et assez peu de raison.

Nous produisons moins, nous importons plus et certains souhaitent encore plus de décroissance. Une réalité plus rude se dessine : des exploitations fragilisées, des savoir-faire qui s'effacent, des territoires qui s'appauvrissent.

L'agriculture emploie de moins en moins d'actifs, mais il y a de plus en plus de consommateurs et de citoyens qui savent ce qu'il conviendrait de faire en matière de production. On parle beaucoup d'agriculture, mais on y pense bien peu. Réellement. Pourtant qui n'aime pas l'agriculture a assurément un grain...

Ceux qui cultivent la terre nous nourrissent et il est temps de refaire cause commune autour de cette nécessité. L'idéologie ne fait pas pousser beaucoup de plans de tomates ou de cocos de Paimpol.

J'ai voté ce texte, en dialoguant avec les maraîchers, les agriculteurs du territoire. Ce texte est loin d'être parfait, il est peu ambitieux, mais une fois encore certains vous diront qu'il va trop loin et d'autres pas assez. Ce sont des solutions, pas une révolution. Mais je suis convaincu que l'agriculture se relèvera par un pacte de confiance renouvelé entre la science, le marché et les citoyens. Cela nécessite plus de paysans, plus de consommateurs, plus d'eau et moins de lois.